

# LES ENJEUX DE LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DANS LE SECTEUR DE LA MOBILITÉ URBAINE EN AFRIQUE

## Introduction

L'association CODATU est investie depuis plusieurs années dans le domaine de la formation. En partenariat avec l'Université Senghor, le CNAM et l'École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme, CODATU a lancé en 2015 une formation initiale de Master 2 à Lomé, et à ce jour plus d'une soixantaine d'étudiants ont été formés sur les questions de transport et de mobilité durable dans les villes africaines. Une formation jumelle a été lancée en 2017 en partenariat avec l'Institut National de l'Aménagement et de l'Urbanisme à Rabat, au Maroc, pour former des cadres locaux souhaitant suivre une formation continue. Depuis, les activités de formation se sont diversifiées ; des formations courtes et professionnalisantes seront proposées début 2021 en partenariat avec l'Université Senghor et l'EAMAU ; et CODATU a été à l'origine du MOOC Mobilités urbaines en Afrique, réalisé en partenariat avec l'AFD, l'AUF et l'Université Senghor.

C'est dans le cadre de la première session de cette formation à distance que CODATU a organisé un webinaire d'ouverture et de clôture rassemblant des professionnels internationaux impliqués dans des projets de formation portant sur les transports et les mobilités urbaines en Afrique. Ces webinaraires se sont tenus en septembre et octobre 2020 et ont donné lieu à des échanges entre les intervenants et le modérateur, Jean-Jacques Helluin (Délégué Général de CODATU), qui sont en partie retranscrits dans ce document, et ont été réorganisés à partir des grandes thématiques abordées dans chaque webinaire.

L'intégralité des vidéos est disponible sur la page Facebook du MOOC : <https://www.facebook.com/CLOMMU>.

## Présentation des intervenants

- Jérôme Chenal, Directeur de la Communauté d'Étude en Aménagement du Territoire à l'EPFL (webinaire du 16 septembre 2020)
- Michel Tindano, Secrétaire Général du Ministère des Transport et des Infrastructures du Togo (webinaire du 16 septembre 2020)
- Lalaina Razafindrazaka, Directrice Exécutive de l'Agence d'Urbanisme du Grand Antananarivo (webinaire du 28 octobre 2020)
- Jean-François Sempéré, Directeur académique du Mastère Transport et Aménagement urbain de l'École Nationale des Ponts et Chaussées (webinaire du 28 octobre 2020).

## Échanges

Alors que le problème de la mobilité urbaine semble de plus en plus important dans les villes africaines, pensez-vous qu'il y ait un intérêt de la part des dirigeants ?

- o JC : Il y a tout d'abord un intérêt récent en Afrique pour les villes et leur importance économique, pour qu'elles fonctionnent bien. De plus, le sujet de la mobilité urbaine fait partie

## MOOC Mobilités Urbaines en Afrique

d'un ensemble de sujets pouvant faire l'objet de formation des professionnels. Il est également question de la lenteur de la mise en place de la formation par rapport à la vitesse de l'expansion urbaine.

- MT : Bien souvent, le transport est un domaine qui semble évident pour beaucoup. Les gens travaillent dans ce secteur sans avoir de compétences spécifiques. Il y a néanmoins une lente prise en compte de la nécessité d'avoir des formations à proprement parler sur ces sujets.
- LR : A l'heure actuelle il y a un intérêt grandissant porté à l'urbanisme, sans pour autant que cela soit spécifique à la mobilité.
- JFS : Il y a un intérêt notamment quand les professionnels se rendent compte des difficultés à tenir des calendriers lors de la mise en œuvre des projets. Du côté du secteur privé, il est particulièrement important que les ministères et les responsables publics soient bien formés.

2

Aujourd'hui la mobilité tend à être étudiée dans différentes disciplines ; faut-il poursuivre cette diversification, ou plutôt garder une approche  ingénieur  ? Est-il possible de concilier ces différentes approches ?

- JC : La constitution historique de la science en Afrique s'est plutôt faite sur les questions de sciences humaines, il faut aujourd'hui développer les questions de techniques. Il ne s'agit pas de rajouter une spécialisation transport à des disciplines existantes, il s'agit de former réellement des ingénieurs urbains.
- JFS : Ce serait la facilité de ne prendre que des ingénieurs. Tout l'enjeu repose sur le fait que les disciplines se parlent et se croisent pour réellement s'inscrire dans une perspective de durabilité.
- LR : il ne faut pas que des ingénieurs, il faut aussi des urbanistes et d'autres disciplines. Il faut prendre en compte la population, et pour cela il faut des personnes capables de l'étudier. Mais peu de personnes disposent des connaissances du champ de la mobilité urbaine et des filières qui lui sont associées ; il faut davantage le faire connaître dans les orientations des étudiants.

Comment valoriser les différents modes de transport ? On voit par exemple que la question du transport artisanal est de plus en plus prise en compte par les bailleurs.

- MT : il est nécessaire d'étudier cette diversité des modes de fourniture de service, car on voit que le transport structuré ne peut répondre à toute la demande de transport et que le transport artisanal représente une partie importante des modes de déplacement des villes en Afrique. Un des enjeux consiste notamment à améliorer le transport artisanal, qui est bien souvent très dangereux, et qui comporte trop d'externalités négatives.
- JC : On cherche des solutions innovantes au Nord, mais il y a déjà des formes intéressantes qui existent au Sud. Il faut surtout regarder comment cela fonctionne sur un territoire donné, et ne pas nécessairement vouloir faire rentrer une ville dans le modèle d'une autre. Il faut constamment valoriser la recherche sur les territoires.

Constatez-vous des évolutions de la part des bailleurs concernant la prise en compte de la question de la formation ? Comment a été montée la formation dispensée par l'École Nationale des Ponts et Chaussées en Côte d'Ivoire, avec le soutien de la Banque mondiale et en partenariat avec l'Institut National Polytechnique Houphouët Boigny ?

## MOOC Mobilités Urbaines en Afrique

- LR : Sur tous les nouveaux projets, il y a des volets concernant le renforcement de capacités. Cela pourrait être systématisé sous la forme d'un pourcentage du budget pour pérenniser les projets avec une méthodologie pertinente et adaptée.
- JFS : Les bailleurs sont convaincus que le renforcement des capacités et le partage des expériences sont nécessaires entre les différents acteurs. Il faut avoir de la pédagogie avec les bailleurs pour qu'ils puissent être plus synchrones sur les questions de formation. Dans le cadre de la formation mise en place par l'École des Ponts, l'élaboration a reposé sur un processus assez original. Nous avons tout d'abord procédé à une cartographie des compétences souhaitées par les acteurs du Grand Abidjan grâce à une mission de diagnostic réalisée par les enseignants de la formation. L'objectif est donc de s'adapter à la demande locale, et le programme de formation est co-construit avec des professionnels locaux et des professionnels de la région (le Directeur Général du CETUD notamment).

3

Quelles sont les institutions et/ou les échelles pertinentes pour dispenser des formations ?

- JC : Il faut certes une formation initiale complète (bachelor et master), mais la formation continue est très importante pour renouveler les pratiques tout au long de la vie professionnelle. Il y a un besoin de formation à tous les niveaux de la chaîne de la planification urbaine. Il ne faut pas opposer formation initiale et formation continue. Les deux sont nécessaires, les défis sont trop importants, et il est primordial d'avoir une diversité des formations et des manières de faire. Il faut aussi sensibiliser les élus qui ne sont pas censés être des spécialistes. Le MOOC est un bon format pour eux car il permet une grande flexibilité et s'adapte à tous les agendas. Par ailleurs, il ne faut pas uniquement de la formation dans le transport, mais aussi sur les différents sujets liés à la gestion d'une ville pour les élus.
- MT : Il est important d'avoir les deux types de formation, professionnelle et initiale, mais aussi d'avoir des passerelles entre le monde universitaire et le monde professionnel. Il y a déjà des ingénieurs en génie civil, il faut aussi des spécialistes en transport. Il manque l'interconnexion entre les infrastructures qui sont bien construites et l'usage, ainsi que la connexion des infrastructures entre elles. Il faut comprendre l'offre de déplacement. Je pense qu'il est très important d'avoir une compréhension fine de la demande de déplacement et de l'intermodalité.
- JFS : Il faut pouvoir former sur place, et pas seulement à l'étranger. Il faut penser à la viabilité économique des types de formations, pour que ce ne soient pas des coûts insupportables. Dans le Mastère, nous avons bien un objectif régional, mais qui est difficile à réaliser dans la pratique. C'est bien qu'il y ait une expérience, une familiarité des enjeux urbains africains.
- LR : La dimension régionale est intéressante mais dans le cadre de l'Océan Indien c'est difficile à mettre en pratique, à part dans le cadre de formations à distance.

Que manque-t-il dans la mise en pratique des formations ?

- MT : Il manque une systématisation de l'approche par le transport dans les grands projets d'investissement (comme la prise en compte de l'accessibilité dans le cas de la construction des stades de football par exemple). Avant de se poser la question de la technologie à utiliser, il faut d'abord définir les grands enjeux. Il faut des experts au niveau des instances de décision pour avoir une vision stratégique globale.
- JC : Il faut de la diversité dans la pratique des formations, il faut aussi s'attendre à des changements dans les métiers (on le voit dans le secteur numérique ; la digitalisation de la

## MOOC Mobilités Urbaines en Afrique

société va créer des emplois qui n'existent pas aujourd'hui), les formations doivent dès maintenant s'interroger sur ces questions. Il faut une véritable compréhension de la mobilité des habitants dans la pratique.

- LR : Il faut susciter l'intérêt, afin de créer des postes spécifiques pour la gestion de l'urbain et de la mobilité urbaine. Il faut former les maîtres d'ouvrage (cadres municipaux et ministères). Il est nécessaire d'avoir des fonctionnaires avec un solide bloc de connaissances. Quand la maîtrise d'ouvrage ne sait pas ce qu'elle commande, on ne peut pas aller loin. Il faut une souplesse dans la formation. Il faut également que les techniciens puissent être écoutés.
- JFS : D'abord, il s'agit de commencer par les cadres, puis les techniciens et ensuite remonter vers experts et doctorants. Il faut travailler par étagement. En tout cas, il faut qu'il y ait une recherche sur les territoires, tous les territoires africains ne sont pas les mêmes et il faut une bonne connaissance du territoire pour une la mise en place de solutions adaptées. Au sein de certaines écoles d'ingénieurs, il n'y a pas suffisamment de connaissances du secteur des transports en général. Il faut donc s'ouvrir davantage aux autres disciplines.

4

Comment améliorer le lien entre la formation et les débouchés pour les personnes formées ?

- JC : Il faut d'abord former en nombre suffisant car il y a des réorientations. Ensuite, il faut également que les employeurs jouent le jeu.
- JFS : Il y a une grande perméabilité entre le secteur privé et le secteur professionnel dans le mastère que nous avons monté en Côte d'Ivoire. Il y a besoin des compétences du privé pour bien former les futurs professionnels, qu'ils puissent transmettre leur expertise.
- MT : Ce n'est pas tout d'être formé, il faut aussi aller sur le terrain. Il existe une véritable difficulté pour entrer dans les ministères car les recrutements n'ont pas lieu tous les ans, au niveau local les collectivités recrutent parfois sur les affinités, le secteur privé est habitué à l'artisanat, on considère qu'il n'y a pas besoin de spécialisation. Mais actuellement, il y a un changement de paradigme car il y a de plus en plus de réglementations ce qui demande une professionnalisation. Il faut veiller à ce que les professionnels participent aux remises de diplômes, soient informés de la tenue de ces remises de diplôme, de l'existence de ces formations. Il y a de plus en plus de demandes d'études de la part des collectivités. Mais il faut que les diplômés s'associent, et non pas que chacun crée son propre bureau d'études. C'est par exemple le cas des étudiants du Master de Lomé qui se sont associés pour créer le bureau d'études M'Urbis au Cameroun.

### Conclusion

Les webinaires d'ouverture et de clôture ont eu pour objectif de tracer le panorama de l'offre de formation existante sur les questions de mobilité urbaine en Afrique, et d'identifier quels sont les principaux enjeux. Au sein de ce panorama, le MOOC Mobilité urbaines en Afrique propose un contenu accessible aussi bien à des étudiants, ou même des curieux, qu'à des professionnels et des décideurs qui interviennent sur des projets de transport dans les villes africaines. La première session de ce MOOC, diffusée en septembre 2020, a réuni plus de 3 380 inscrits, dont plus de 50 % en Afrique. De nouvelles sessions seront organisées en 2021.